



ORGANISATION
MONDIALE
DU COMMERCE



Mécanisme pour l'Accord
sur la facilitation des échanges

Mécanisme pour l'Accord sur la facilitation des échanges de l'OMC

Règles de fonctionnement du programme de dons

Juin 2018

Table des matières

1 INTRODUCTION	3
2 ADMINISTRATION DU PROGRAMME DE DONDS	4
Arrangements en matière de gouvernance	4
Rôle du Secrétariat de l'OMC	4
Comité de sélection.....	4
3 PROCESSUS DE DEMANDE DE DON	5
Première étape.....	6
Si la première étape ne permet pas de trouver un ou plusieurs partenaires appropriés:	7
Option 1.....	7
Option 2.....	7
Prescriptions générales en matière d'admissibilité	7
Conditions générales	7
Financement des dons	8
Traitement des demandes de dons	8
4 DONS POUR L'ÉLABORATION DE PROJETS (DEP).....	8
Objectifs et conditions générales	8
Prescriptions relatives aux demandes	9
Critères pour l'examen des demandes de DEP.....	9
5 DONS POUR LA RÉALISATION DE PROJETS	10
Demandes	10
Critères pour l'examen des demandes	11
Mise en œuvre des dons pour l'élaboration de projets et de dons pour la réalisation de projets.....	12
6 ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS ET RESPONSABILITÉS FIDUCIAIRES	12
Établissement de rapports.....	12
Responsabilités fiduciaires.....	13

**MÉCANISME POUR L'ACCORD DE L'OMC SUR
LA FACILITATION DES ÉCHANGES (TFAF)
RÈGLES DE FONCTIONNEMENT
DU PROGRAMME DE DONS**

1 INTRODUCTION

1.1. Le présent document établit les règles de fonctionnement du programme de dons disponible dans le cadre du Mécanisme pour l'Accord sur la facilitation des échanges de l'OMC ("le TFAF" ou "le Mécanisme") afin d'aider les pays en développement et les pays les moins avancés (PMA) à mettre en œuvre l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE). L'objet de ce programme de dons est d'aider les pays en développement Membres de l'OMC qui n'ont pas été en mesure d'obtenir une assistance pour la mise en œuvre des dispositions de l'AFE de la part des partenaires donateurs ou Membres en développement de l'OMC ou des organisations multilatérales ou régionales (ci-après le terme "partenaires" sera employé pour faire référence aux partenaires donateurs ou Membres en développement de l'OMC et aux organisations multilatérales et régionales). Il vise à fournir un filet de sécurité pour s'assurer qu'aucun Membre en développement n'est laissé de côté.

1.2. Le Secrétariat pourra réviser ces règles de fonctionnement périodiquement. Il cherchera à obtenir un retour d'information des Membres afin de s'assurer que le programme de dons fonctionne de manière efficace et efficiente et qu'il répond aux besoins des Membres; et il apportera les ajustements nécessaires. Toutes les révisions de ces règles seront transparentes et mises à disposition sur le site Web du TFAF.

1.3. L'une des principales fonctions du Mécanisme est d'aider les Membres à trouver une assistance pour la mise en œuvre auprès des partenaires.¹ Des renseignements sur les programmes de soutien à la mise en œuvre et les points de contact des partenaires sont disponibles sur le site Web du TFAF. Le Mécanisme ménage aussi aux pays en développement Membres des possibilités de rencontrer les partenaires dans le cadre d'ateliers nationaux et régionaux ainsi que d'activités organisées à Genève. Si un pays en développement Membre de l'OMC n'est pas en mesure de trouver l'assistance pour la mise en œuvre dont il a besoin auprès des partenaires, il peut demander au Mécanisme – par l'intermédiaire d'une manifestation d'intérêt – de l'aider en contactant les partenaires en son nom. Si l'assistance nécessaire pour aider un pays en développement Membre à mettre en œuvre une ou plusieurs dispositions de l'AFE n'est pas disponible, alors il est possible de faire appel aux dons au titre du TFAF.

1.4. Deux types de dons sont disponibles dans les cas où un Membre n'est pas en mesure d'obtenir une assistance pour la mise en œuvre de l'AFE de la part d'un partenaire, ou aider un Membre dans sa recherche d'assistance. Ce sont les suivants:

- a. dons pour l'élaboration de projets (DEP), à concurrence de 30 000 dollars EU:
 - un Membre peut demander un DEP afin d'élaborer une proposition de projet, un rapport d'analyse ou une étude diagnostique qui pourra être utilisé(e) pour obtenir une assistance pour la mise en œuvre de la part d'un partenaire;
 - un DEP peut également être accordé pour préparer une demande de don pour la réalisation de projets au titre du TFAF.
- b. dons pour la réalisation de projets (DRP), à concurrence de 200 000 dollars EU:
 - un Membre peut demander un DRP afin de mettre en œuvre une ou plusieurs dispositions de l'AFE.

¹ On trouvera des renseignements sur le Mécanisme dans les Lignes directrices opérationnelles, les plans de travail et rapports annuels disponibles à l'adresse www.TFAFacility.org/fr.

2 ADMINISTRATION DU PROGRAMME DE DONNS

Arrangements en matière de gouvernance

2.1. Le Mécanisme suit les arrangements de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en matière de gouvernance et est lié par les règles juridiques et fiduciaires de celle-ci. Le TFAF n'a pas de personnalité juridique.

Rôle du Secrétariat de l'OMC

2.2. Le programme de dons et le Fonds d'affectation spéciale sont administrés par le Secrétariat de l'OMC.

2.3. Le Secrétariat de l'OMC est chargé de superviser le programme de dons, notamment en réalisant les tâches suivantes:

- a. conseiller les Membres au sujet des prescriptions à suivre pour la présentation des manifestations d'intérêt et des demandes de DEP et de DRP, ainsi qu'au sujet des critères utilisés pour l'examen de ceux-ci;
- b. accuser réception des manifestations d'intérêt et des demandes et confirmer leur recevabilité;
- c. aider les Membres à obtenir une assistance de la part des partenaires ("mise en relation"), après réception d'une manifestation d'intérêt;
- d. examiner les demandes de DEP et de DRP afin de s'assurer qu'elles sont complètes, y compris en ce qui concerne le point de savoir si elles paraissent réalisables, pratiques et durables et si elles sont susceptibles d'aboutir aux produits, aux résultats et à l'impact escomptés;
- e. approuver les demandes de DEP;
- f. communiquer les demandes de DRP au Comité de sélection;
- g. solliciter l'avis d'experts, si le Comité de sélection en fait la demande;
- h. rédiger un mandat pour les DEP approuvés;
- i. établir les contrats et faciliter le processus contractuel entre l'OMC et l'organisation ou le consultant chargé(e) de la mise en œuvre;
- j. assurer la publication sur le site Web du TFAF de tous les DEP et DRP ayant fait l'objet de contrats.

2.4. Le Secrétariat de l'OMC fait rapport sur ses activités aux réunions du Comité de la facilitation des échanges de l'OMC, y compris les activités de mise en relation, les demandes et les approbations de dons.

Comité de sélection

2.5. Un Comité de sélection est établi pour examiner et approuver les demandes de DRP, voire celles de DEP si le Secrétariat de l'OMC en fait la demande. Le Comité est composé au maximum de trois représentants de Membres qui ont apporté des contributions au Fonds d'affectation spéciale du TFAF au cours des deux années civiles précédentes, de trois représentants de pays en développement Membres de différentes régions, dont un au moins devrait venir d'un PMA, de deux représentants d'organisations partenaires de l'Annexe D+ et d'un représentant du Secrétariat de l'OMC.

2.6. Le Comité de sélection prend des décisions sur la base du consensus. Il est présidé par le Secrétariat de l'OMC. Ses langues de travail seront les langues officielles de l'OMC.

2.7. Les Membres du Comité de sélection siègent de deux à quatre ans, selon un système de rotation échelonnée, afin d'assurer la continuité des travaux du Comité (des ajustements sont possibles en fonction du volume de demandes reçues). Les Membres contributeurs et les organisations de l'Annexe D+ peuvent décider entre eux qui siègera.

2.8. Les représentants des pays en développement informeront le Secrétariat de l'OMC de leur souhait de siéger au Comité. Cette manifestation d'intérêt doit être accompagnée d'une lettre de l'administration ou de l'organisation du représentant confirmant que ce dernier est disponible pour siéger au Comité.

2.9. Les représentants au Comité de sélection devront attester de leurs compétences en ce qui concerne l'AFE et de leurs connaissances en matière d'élaboration et de mise en œuvre de propositions de projets, y compris en matière de gestion axée sur les résultats.

2.10. Afin d'accélérer le processus, le Comité de sélection prend ses décisions par voie électronique, sauf si le Secrétariat de l'OMC et/ou un ou plusieurs membres du Comité déterminent qu'il est nécessaire que le Comité de sélection se réunisse. Les demandes sont considérées comme approuvées si aucune préoccupation ou objection n'est exprimée dans un délai spécifié.

2.11. Le Mécanisme financera la participation des représentants de pays en développement aux réunions du Comité de sélection se tenant à l'OMC, à Genève. Le financement sera accordé conformément aux règles de l'OMC relatives aux voyages.

2.12. Le Comité pourra avoir besoin des conseils d'experts d'une ou plusieurs des dispositions particulières de l'AFE en cause pour évaluer une demande de don, afin de juger de sa faisabilité théorique et pratique et de sa durabilité, y compris de la probabilité que le projet aboutisse aux produits, aux résultats et à l'impact escomptés. Dans ce cas, le Comité de sélection demandera au Secrétariat de l'OMC d'envoyer la demande à un ou plusieurs experts approprié(s) et de solliciter leurs observations par écrit. Compte tenu du large éventail de dispositions de l'AFE, le Secrétariat de l'OMC dépend de la coopération des partenaires et des autres Membres de l'OMC pour apporter l'expertise appropriée pour examiner les demandes de dons, au cas par cas. Le Secrétariat de l'OMC fournit les renseignements reçus des experts au Comité de sélection pour l'aider à établir une détermination.

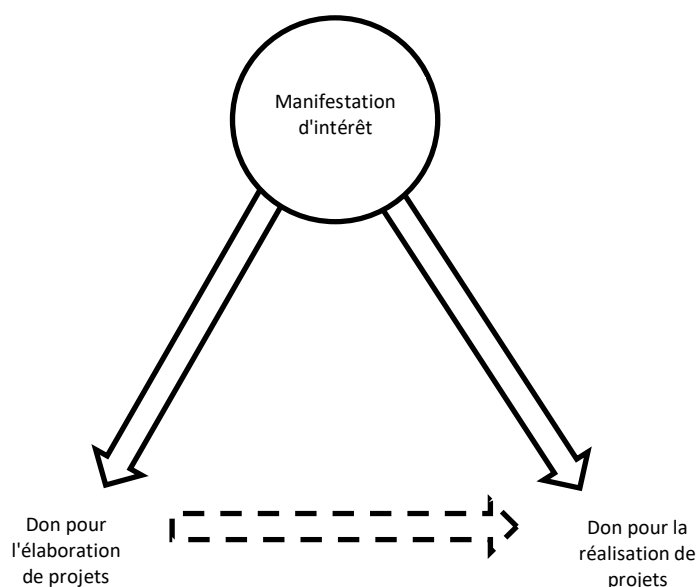
2.13. Les Membres du Comité de sélection déclareront les conflits d'intérêts et n'examineront pas, n'approuveront pas et ne donneront pas la priorité aux demandes pour lesquelles de tels conflits existent. Au besoin, le président du Comité de sélection déterminera s'il existe un conflit d'intérêts.

3 PROCESSUS DE DEMANDE DE DON

3.1. Les dons au titre du TFAF sont uniquement disponibles pour les pays en développement Membres qui n'ont pas été en mesure d'obtenir une assistance pour la mise en œuvre. Un Membre demandant un don doit démontrer qu'il s'est adressé aux partenaires directement ou par l'intermédiaire du Comité de la facilitation des échanges, sans succès. En outre, dans le cadre de ce programme de dons la première étape consistera, pour le Secrétariat de l'OMC, à tenter d'aider le Membre demandeur à trouver l'assistance dont il a besoin auprès d'un partenaire.

3.2. Pour que la procédure demeure simple et rationnelle, les demandes d'assistance suivent une approche par étapes, des renseignements minimaux étant requis au début. Le processus est représenté dans la figure 1.

Figure 1: Processus de demande de dons au titre du TFAF



Première étape

3.3. Le Membre présente une manifestation d'intérêt.

3.4. Les renseignements à fournir sont notamment les suivants:

- i. la ou les disposition(s) de l'AFE pour laquelle une assistance est demandée;
- ii. la liste des organismes gouvernementaux manifestant le souhait d'obtenir l'assistance demandée;
- iii. une description du type d'assistance nécessaire pour chaque organisme qui demande cette assistance;
- iv. l'état d'avancement actuel de la mise en œuvre de la ou des dispositions considérées de l'AFE;
- v. les partenaires qui ont été contactés pour fournir une assistance pour la mise en œuvre de la ou des dispositions de l'AFE considérées, leurs coordonnées et la (les) réponse(s) à la demande;
- vi. l'indication du point de contact et les coordonnées de la ou des personnes responsables de la demande;
- vii. les résultats des évaluations nationales des besoins en matière de facilitation des échanges et les autres rapports diagnostiques ou d'analyse pertinents liés à l'AFE. Les PMA Membres devraient mentionner toute question pertinente identifiée dans l'étude diagnostique sur l'intégration du commerce (EDIC) menée dans le contexte du Cadre intégré renforcé (CIR).

3.5. Ces renseignements devraient être fournis en complétant le formulaire de manifestation d'intérêt qui se trouve sur le site Web du Mécanisme.

3.6. Le Secrétariat de l'OMC utilisera les renseignements fournis pour tenter de trouver un ou plusieurs partenaires appropriés. Le Membre demandeur pourra être invité à discuter de ses besoins en matière de mise en œuvre avec le Secrétariat de l'OMC.

Si la première étape ne permet pas de trouver un ou plusieurs partenaires appropriés:

Option 1

3.7. Si un partenaire a été identifié mais que ce partenaire demande une proposition de projet ou une étude diagnostique, et que l'élaboration de cette proposition ou de cette étude ne peut pas être financée et effectuée par le partenaire, alors le Membre demandeur peut remplir le formulaire de demande de don pour l'élaboration de projets disponible sur le site Web du TFAF.

3.8. Un DEP peut également être demandé afin de préparer une demande de don pour la réalisation de projets au titre du TFAF de l'OMC.

Option 2

3.9. Le Membre demandeur peut demander un don pour la réalisation de projets. Dans ce cas, il convient de remplir le formulaire de demande de don pour la réalisation de projets disponible sur le site Web du TFAF, en incluant des renseignements détaillés sur la façon dont le financement sera utilisé et suivi, ainsi qu'un cadre logique, une proposition de budget et un plan de suivi.

Prescriptions générales en matière d'admissibilité

3.10. Tous les pays en développement Membres de l'OMC peuvent présenter une manifestation d'intérêt à tout moment au cours de l'année civile.

3.11. Les pays en développement Membres de l'OMC sont habilités à demander un financement sous la forme de DEP ou de DRP si tous les critères suivants sont remplis:

- i. le Membre a ratifié le Protocole d'amendement concernant l'AFE et déposé son instrument d'acceptation auprès de l'OMC;
- ii. le Membre a officiellement notifié ses dispositions de la catégorie C, telles qu'elles sont définies à l'article 14 de l'AFE;
- iii. le Membre n'est pas visé par des arrangements administratifs.²

3.12. Les observateurs auprès de l'OMC peuvent présenter une manifestation d'intérêt, à la suite de quoi le Secrétariat de l'OMC peut les aider à trouver un partenaire approprié. Les observateurs ne sont pas habilités à présenter des demandes de DEP et de DRP.

Conditions générales

3.13. Les dons au titre du TFAF ne devraient pas se substituer aux autres sources d'assistance disponibles auprès de la communauté du développement. Les Membres devraient d'abord contacter les partenaires directement, ou par l'intermédiaire du Comité de la facilitation des échanges de l'OMC, avant de faire appel au TFAF.

3.14. Un Membre ne peut demander un don que pour la mise en œuvre de dispositions de l'AFE qu'il a notifiées au titre de la catégorie C (il convient de noter qu'une assistance plus large est disponible auprès des partenaires pour la mise en œuvre complète et effective de l'AFE, y compris les dispositions notifiées au titre des catégories A et B).

3.15. Il incombe aux Membres de demander tout report nécessaire des dates butoirs qu'ils ont notifiées pour la mise en œuvre conformément aux procédures énoncées à l'article 17 de l'AFE. La présentation d'une manifestation d'intérêt ou d'une demande de don ne constitue pas un report.

² Les Membres relevant de la catégorie III ou IV ne peuvent pas présenter de demande.

3.16. Les demandes de DEP et de DRP devraient être accompagnées d'une approbation écrite :

- i. du Comité national de la facilitation des échanges (CNFE);
- ii. les demandes relatives à des efforts conjoints (c'est-à-dire faisant intervenir deux Membres ou plus) devraient inclure une lettre d'appui du CNFE de tous les Membres considérés;
- iii. les demandes relatives à des efforts régionaux de mise en œuvre devraient inclure une lettre d'appui des organismes économiques régionaux pertinents.

3.17. Les demandes sont acceptées dans l'une des trois langues de travail de l'OMC (anglais, français et espagnol). Les frais de traduction du français et de l'espagnol vers l'anglais (langue de travail du Comité de sélection) sont assumés par le Secrétariat de l'OMC, le cas échéant.

Financement des dons

3.18. Les dons sont financés par l'intermédiaire du Fonds d'affectation spéciale pour l'Accord sur la facilitation des échanges de l'OMC qui est alimenté par les Membres de l'OMC sur une base volontaire. Ce Fonds d'affectation spéciale soutient également d'autres programmes menés par le Mécanisme.

Traitement des demandes de dons

3.19. Le Secrétariat de l'OMC traite les manifestations d'intérêt dès leur réception. Les demandes de DEP et de DRP sont examinées tous les trimestres. Les dates limites pour la présentation des demandes sont annoncées chaque trimestre sur le site Web du Mécanisme.

3.20. Le Secrétariat de l'OMC examine toutes les demandes de dons afin de vérifier l'admissibilité du ou des Membres et de s'assurer que les renseignements fournis sont complets. Si les prescriptions en matière d'admissibilité sont respectées mais que la demande ou les renseignements justificatifs sont incomplets, le Secrétariat conseille au(x) Membre(s) de communiquer des renseignements détaillés et complets. Une demande est considérée comme reçue officiellement dès que tous les renseignements nécessaires ont été fournis; le Secrétariat de l'OMC accuse réception de la demande par écrit.

3.21. Le Secrétariat de l'OMC envoie les demandes complètes aux membres du Comité de sélection par voie électronique et fixe une date limite pour la réponse.

3.22. Le Comité de sélection peut demander au Secrétariat de l'OMC de demander des renseignements additionnels au(x) Membre(s) demandeur(s), des avis aux experts de la ou des dispositions de l'AFE en cause, ou d'organiser une réunion du Comité de sélection pour discuter de la demande.

3.23. Toutes les demandes de DEP et de DRP, une fois les contrats établis, sont publiées sur le site Web du TFAF.

4 DONS POUR L'ÉLABORATION DE PROJETS (DEP)

Objectifs et conditions générales

4.1. Les dons pour l'élaboration de projets (DEP) peuvent atteindre 30 000 dollars EU.

4.2. Les DEP ont pour but d'aider à remédier aux problèmes que les pays en développement rencontrent lorsqu'ils cherchent à définir leurs besoins pour mettre en œuvre des dispositions spécifiques de l'AFE.

4.3. Un Membre peut demander un DEP afin de préparer une proposition de projet, un rapport d'analyse ou une étude diagnostique pouvant être utilisé(e) pour chercher à obtenir auprès des

partenaires une assistance pour mettre en œuvre des dispositions spécifiquement désignées de l'AFE. Un DEP peut également être utilisé pour préparer une demande de DRP.

Prescriptions relatives aux demandes

4.4. Pour faire une demande de DEP, un Membre doit remplir et présenter un formulaire de demande de DEP, disponible sur le site Web du TFAF.

4.5. Outre les renseignements fournis dans la manifestation d'intérêt, les renseignements additionnels suivants sont requis:

- i. des renseignements détaillés sur le contexte et la raison d'être du DEP et la façon dont il sera mis en œuvre;
- ii. une brève description des principales activités devant être réalisées au cours de l'élaboration de la proposition de projet, étude analytique ou rapport diagnostique. Il pourrait s'agir notamment, mais pas exclusivement, de voyages d'un ou plusieurs consultants internationaux, de réunions avec les parties prenantes, de consultations avec les partenaires, de la formulation de projets et d'ateliers de validation;
- iii. un budget raisonnable pour toutes les activités à réaliser. Le budget peut inclure des services de consultation, des voyages et les coûts d'organisation d'ateliers réunissant les parties prenantes. Le montant du budget demandé devrait être fonction de l'étendue des activités et des résultats escomptés dans le cadre du DEP;
- iv. il convient d'expliquer tous les liens entre le DEP et les autres programmes nationaux et/ou projets soutenus par les partenaires déjà achevés, en cours de réalisation et/ou planifiés pertinents. Le Secrétariat de l'OMC (ou le Comité de sélection) s'efforce d'établir que le DEP, et tout projet qui devrait en résulter, complète et renforce des activités connexes. Il ne doit pas y avoir de double emploi;
- v. s'il est proposé dans la demande que des experts nationaux ou des consultants internationaux assurent la direction de l'élaboration du projet au titre du DEP, le curriculum vitae de chacune de ces personnes doit être joint au formulaire.

Critères pour l'examen des demandes de DEP

4.6. Les demandes de DEP sont examinées et approuvées par le Secrétariat de l'OMC (ou, dans les cas où le Secrétariat le juge nécessaire, par le Comité de sélection) sur la base de l'exactitude, de la clarté et de l'exhaustivité des renseignements fournis dans le formulaire de demande et les pièces jointes. Ces renseignements devraient inclure, entre autres choses, l'objet du DEP, la ou les dispositions de l'AFE, le ou les organismes gouvernementaux qui ont besoin du soutien pour la mise en œuvre, les activités qui seront réalisées, un budget, la manière dont le DEP s'insère dans le cadre d'autres programmes nationaux, et une lettre d'appui du Comité national de la facilitation des échanges.

4.7. Conformément aux Principes de Paris et de Busan sur l'efficacité de l'aide, et compte tenu du caractère transversal de l'AFE, il est essentiel que les demandes démontrent que le pays s'est approprié le projet et le soutient.

4.8. Le principal critère auquel est subordonné l'octroi d'un DEP est la probabilité qu'il débouche sur une proposition de projet, une étude analytique ou un rapport diagnostique bien conçu(e) qui aura de bonnes chances de recevoir un financement et de donner des résultats durables et efficaces.

4.9. Le Secrétariat de l'OMC maintiendra une liste évolutive d'experts qui pourront être considérés comme admissibles pour exécuter des contrats dans le cadre de DEP. Les experts pouvant figurer sur la liste peuvent être proposés, entre autres choses, par le Secrétariat de l'OMC, les Membres, les observateurs et d'autres partenaires. Les critères pour être inclus sur la liste (ou en être exclus) seront transparents et objectifs.

4.10. Le Membre demandeur peut proposer un consultant pour exécuter le contrat. Si le Secrétariat de l'OMC (ou le Comité de sélection) juge le consultant proposé inapproprié pour une raison quelconque, ou si aucun consultant n'est proposé, le Secrétariat recommandera un ou des consultants de la liste d'experts pour donner suite à la demande de DEP approuvée. Si plus d'un consultant approprié est identifié, le choix final incombera au Membre demandeur.

4.11. Les consultants engagés pour élaborer des propositions de projets ne sont pas autorisés à mettre en œuvre le projet final. Les organisations engagées pour élaborer les propositions de projets peuvent, à titre exceptionnel, être choisies pour mettre en œuvre le projet final, au cas par cas.

5 DONS POUR LA RÉALISATION DE PROJETS

5.1. Les dons pour la réalisation de projets (DRP) peuvent atteindre 200 000 dollars EU maximum.

5.2. Les Membres doivent contribuer au projet sur leurs propres ressources, sous la forme de fonds ou de contributions en nature telles que la mise à disposition de personnel, de locaux, de véhicules ou d'autres avoirs existants. Les contributions en nature devraient être chiffrées et comptabilisées dans le budget du projet, et elles feront l'objet de vérifications.

5.3. La contribution des bénéficiaires au projet dépend de leur classification dans la liste la plus récente des bénéficiaires d'APD établie par le CAD de l'OCDE, comme suit:

- a. les bénéficiaires des PMA et des APFR devraient fournir au moins 10% de la contribution au projet demandée au TFAF;
- b. les bénéficiaires des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI), à l'exception des PMA, devraient fournir au moins 30% de la contribution au projet demandée au TFAF;
- c. les bénéficiaires des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS) devraient fournir au moins 50% de la contribution au projet demandée au TFAF.

Demandes

5.4. Les pays en développement Membres peuvent demander un don pour la réalisation de projets pour la mise en œuvre de dispositions spécifiques de l'AFE lorsqu'ils n'ont pas été en mesure de trouver une assistance pour la mise en œuvre, y compris avec l'aide du Secrétariat de l'OMC lors de la phase de la manifestation d'intérêt.

5.5. Les demandes de dons pour la réalisation de projets devraient être présentées en utilisant le formulaire de demande de don pour la réalisation de projets disponible sur le site Web du TFAF.

5.6. Le Membre doit spécifier la ou les dispositions de l'AFE pour lesquelles une assistance est demandée. Elles devraient correspondre aux dispositions identifiées dans la catégorie C de la notification du Membre considéré.

5.7. La demande doit normalement comporter des renseignements sur le contexte du projet, sa raison d'être et sa justification, ses objectifs immédiats, ses produits et activités, ses apports et son budget, sa structure de mise en œuvre et de gestion et sur les arrangements en matière de suivi et d'établissement de rapports. Elle devrait montrer comment le projet conduira à la mise en œuvre de la ou des dispositions de l'AFE pour lesquelles le don est demandé.

5.8. Le demandeur devrait inclure des renseignements détaillés documentés concernant les tentatives qu'il a effectuées pour recevoir une assistance de la part des partenaires et les raisons pour lesquelles il n'a pas été en mesure d'obtenir cette assistance de ces autres sources. Les points de contact des partenaires doivent être fournis. Toute correspondance pertinente devrait être fournie avec la demande de don.

5.9. Des renseignements sur les projets et programmes pertinents passés, présents ou planifiés, nationaux ou financés par des partenaires, liés à la mise en œuvre de la disposition de l'AFE considérée devraient être fournis pour aider à identifier les lacunes.

5.10. La demande devrait inclure un plan de travail détaillé, y compris les activités clés et les résultats escomptés, ainsi qu'un plan de mise en œuvre. Le mandat des experts nationaux et/ou internationaux participant à la mise en œuvre devrait figurer dans le plan de travail. Le mandat devrait inclure des renseignements sur les tâches et responsabilités spécifiques, la durée de l'engagement, le nombre de missions (le cas échéant), et les qualifications/l'expérience requises.

5.11. La demande devrait inclure une matrice de planification du projet ("cadre logique"). L'objet du cadre logique est de prévoir le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de la ou des dispositions et de s'assurer que les objectifs du projet sont respectés.

5.12. La demande devrait inclure un budget détaillé et des éléments attestant que le ou les organismes chargés de la mise en œuvre ont la capacité nécessaire pour mettre en œuvre avec succès le projet, y compris les capacités financières et fiduciaires.

5.13. La demande devrait inclure un calendrier de présentation de rapports sur l'état d'avancement des activités liées au projet au Secrétariat de l'OMC. Le plan de présentation des rapports devrait prévoir des rapports d'activité semestriels (sauf s'il en est convenu autrement) et un rapport de fin de projet.

5.14. La demande devrait également traiter de la durabilité financière et institutionnelle du projet après la fin du soutien du TFAF.

5.15. Les projets qui prévoient l'organisation d'ateliers ne seront financés que s'ils concernent la formation et donnent lieu à une série de produits concrets dans le pays d'origine des stagiaires (par exemple, il convient de montrer de quelle manière le projet conduit à la mise en œuvre d'une mesure prévue dans l'AFE et renforce la capacité des fonctionnaires).

5.16. Le TFAF ne finance pas de bâtiments, véhicules ou gros matériels, à l'exception dans certaines conditions du matériel informatique et du petit matériel nécessaires pour réaliser les produits et l'objectif spécifiques du projet. Le financement de matériel informatique et de petit matériel sera limité à 10% de la contribution totale du TFAF au projet.

5.17. Dans les cas où cela sera applicable, la demande concernant un projet devrait inclure un important volet communication et sensibilisation. Il peut s'agir de matériels de formation et de gestion des connaissances, tels que le partage des enseignements tirés et des données d'expérience, ainsi que la sensibilisation des négociants pour les informer de la nouvelle procédure de facilitation des échanges. Les Membres devraient également partager les enseignements tirés et les données d'expérience dans le cadre du Comité de la facilitation des échanges.

5.18. La proposition devrait clairement identifier l'organisme chargé de la mise en œuvre du projet et indiquer une structure de gestion claire. Il peut être demandé à l'organisme de présenter une liste de ses réalisations et de démontrer sa probité financière. Le consentement écrit préalable de cet organisme doit être obtenu par le Membre avant la présentation de la demande. Cet organisme sera soumis à l'approbation du Comité de sélection.

5.19. Les DRP peuvent également servir de financement additionnel dans le cadre de dons accordés, par exemple, par le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce ou par le Cadre intégré renforcé, lorsqu'ils soutiennent la mise en œuvre d'une ou plusieurs dispositions de l'AFE.

Critères pour l'examen des demandes

5.20. Les demandes de DRP sont examinées sur la base de l'exactitude, de la clarté et de l'exhaustivité des renseignements contenus dans le formulaire de demande et des pièces jointes. Conformément aux Principes de Paris et de Busan sur l'efficacité de l'aide, et en raison du caractère transversal de l'AFE, il est essentiel que les demandes démontrent que le pays s'est approprié le projet et le soutient.

5.21. Le principal critère pour l'attribution d'un DRP est la probabilité qu'il aboutira à la mise en œuvre de la ou des dispositions de l'AFE et donnera des résultats durables et efficaces.

5.22. Le Secrétariat de l'OMC introduira un modèle avec des critères transparents et objectifs pour assurer la cohérence de l'évaluation des demandes par le Comité de sélection.

Mise en œuvre des dons pour l'élaboration de projets et de dons pour la réalisation de projets

5.23. Une fois qu'une demande a été approuvée par le Secrétariat de l'OMC ou le Comité de sélection, un contrat sera établi entre l'OMC en tant qu'administrateur du Fonds d'affectation spéciale du TFAF et l'organisme ou le consultant chargé de la mise en œuvre (dans le cas des DEP). Le contrat, basé sur le DEP ou le DRP approuvé, précisera les droits et obligations des deux parties en ce qui concerne, entre autres, les points suivants:

- a. mise en œuvre des activités et services fournis;
- b. durée, rémunération et décaissements des fonds inscrits au budget;
- c. exécution des tâches et prescriptions en matière d'administration du projet;
- d. suivi et évaluation, établissement de rapports périodiques, audits et gestion financière;
- e. propriété du matériel, des fournitures et des autres biens;
- f. droits de propriété intellectuelle;
- g. utilisation, diffusion et publication de renseignements;
- h. conflits d'intérêts et confidentialité;
- i. interruption du projet et arbitrage; et
- j. responsabilité et privilèges et immunités de l'OMC en tant qu'organisation internationale.

5.24. Les DEP doivent faire l'objet d'un contrat dans un délai de six mois à compter de la date à laquelle le don est approuvé par le Secrétariat de l'OMC (ou le Comité de sélection, le cas échéant). Les DRP doivent faire l'objet d'un contrat dans un délai de 12 mois à compter de la date à laquelle le don est approuvé par le Comité de sélection. Si un don ne fait pas l'objet d'un contrat dans le délai approprié, le Secrétariat de l'OMC retirera l'approbation de financement et en informera le ou les Membres demandeurs. Si un Membre dont le financement a été retiré souhaite encore obtenir le don et est en mesure d'y donner suite, il peut présenter une nouvelle demande. Dans certaines circonstances imprévues exceptionnelles, comme une catastrophe naturelle, sur approbation du Secrétariat de l'OMC ou du Comité de sélection, selon qu'il convient, le Membre demandeur peut présenter une demande pour réactiver la décision positive.

5.25. La durée des DEP ne devrait pas excéder six mois. La durée des DRP ne devrait pas excéder deux ans. Dans le cas d'un retard imprévu, une prorogation du contrat peut être demandée au Secrétariat de l'OMC.

6 ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS ET RESPONSABILITÉS FIDUCIAIRES

Établissement de rapports

6.1. Le Secrétariat de l'OMC communique un rapport annuel sur le programme de dons pour le mois de juin de l'exercice financier suivant. Le rapport sur le programme de dons pourrait être inclus dans le rapport annuel du TFAF, ou être présenté comme un rapport distinct.

6.2. Le Secrétariat de l'OMC fait rapport sur les manifestations d'intérêt, les demandes et les approbations de dons aux réunions ordinaires du Comité de la facilitation des échanges de l'OMC.

6.3. Les dons ayant fait l'objet de contrats sont publiés sur le site Web du TFAF.

6.4. La période comptable de référence est l'année civile.

6.5. Dans les cas où cela est applicable et approprié, chaque année, le Président du Comité de la facilitation des échanges de l'OMC sélectionnera des projets achevés au cours de l'année civile précédente afin qu'il soit procédé à une évaluation externe de leur impact. Le Secrétariat de l'OMC pourra aussi sélectionner des projets pour évaluation externe de leur impact.

Responsabilités fiduciaires

6.6. L'OMC fait office d'administrateur du TFAF et du Fonds d'affectation spéciale. Les Règles de gestion financière et le Règlement financier de l'OMC, conjointement avec les dispositions financières et administratives figurant dans le présent document, s'appliqueront à la gestion du Fonds d'affectation spéciale du TFAF.

6.7. Les registres financiers et comptables sont tenus en francs suisses. Les transactions financières et les états financiers font l'objet de procédures de vérification interne et externe établies dans les Règles de gestion financière et le Règlement financier de l'OMC.

6.8. L'OMC est libre de sous-traiter certaines fonctions du Secrétariat et d'avoir recours aux services d'experts extérieurs selon qu'elle le jugera nécessaire.
